



Audit - Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION CAP'DEVANT

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 41, rue Duris
75020 PARIS

SIRET : 775 676 315 00150 - NAF : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION CAP'DEVANT

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 41, rue Duris

75020 PARIS

SIRET : 775 676 315 00150 - NAF : 8899 B

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A Mesdames et Messieurs les Membres de l'**Association CAP'DEVANT**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **CAP'DEVANT** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

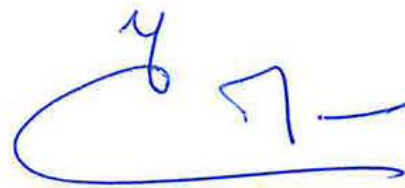
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 19 mai 2025

Pour **BakerTilly**
Commissaire aux comptes Titulaire



Jean-Yves MACÉ
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes, Associé

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	179 021	179 021		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits e	291 184	282 002	9 182	17 937
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 477 292	43 818	2 433 474	2 434 736
Constructions	37 124 350	19 915 465	17 208 885	18 089 435
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 533 709	2 145 947	387 762	341 347
Autres immobilisations corporelles	10 684 142	8 747 390	1 936 752	1 778 680
Immobilisations corporelles en cours	12 828 912	288 573	12 540 339	10 831 636
Avances et acomptes				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 047 868	350 998	696 870	673 151
TOTAL I	67 166 477	31 953 214	35 213 264	34 166 922
Actif circulant		0	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	7 817		7 817	193 413
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 288 534	116 953	3 171 584	3 169 986
Créances reçues par legs ou donations	120 000		120 000	120 000
Autres créances	1 132 452	254 362	878 090	838 640
Valeurs mobilières de placement	6 140 265		6 140 265	6 140 265
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 726 697		3 726 697	5 739 702
Charges constatées d'avance	88 127		88 127	81 640
		0	0	0
TOTAL II	14 503 892	371 315	14 132 580	16 283 646
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	81 670 369	32 324 529	49 345 844	50 450 568

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	158 624	158 624
Fonds propres complémentaires	7 888 102	7 781 369
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	215 100	215 100
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	7 980 219	7 556 386
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	7 980 219	7 556 386
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-5 391 307	-4 540 773
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-4 732 566	-3 189 196
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 693 632	-1 062 738
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-1 862 778	-1 294 819
Situation nette (sous total)	9 157 106	10 107 968
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	4 463 470	4 626 391
Provisions réglementées	4 563 487	4 506 692
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	18 184 063	19 241 052
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	120 000	120 000
Fonds dédiés	12 033 220	11 918 090
TOTAL II	12 153 220	12 038 090
PROVISIONS		
Provisions pour risques	878 948	967 314
Provisions pour charges	75 357	58 396
TOTAL III	954 305	1 025 710
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	11 090 988	11 799 608
Emprunts et dettes financières diverses	18 900	18 900
Avances et acomptes reçus sur commande	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 353 892	1 444 077
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	4 018 959	3 663 531
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	340 022	407 597
Autres dettes	1 215 759	810 448
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	15 736	1 555
TOTAL IV	18 054 256	18 145 716
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	49 345 844	50 450 568

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	5 545	4 345
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	1 782	1 499
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	1 224 514	1 076 023
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	35 463 265	33 565 153
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	35 463 265	33 565 153
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	95 719	61 227
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	45 842	92 905
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	491 893	1 160 443
Utilisations des fonds dédiés	1 090 153	364 870
Autres produits	1 950 557	1 622 320
TOTAL I	40 369 269	37 948 785
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	11 388 908	10 117 402
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	2 072 840	2 005 199
Salaires et traitements	17 812 206	16 406 987
Charges sociales	7 147 676	6 680 185
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 119 504	2 063 905
Dotations aux provisions	138 046	369 781
Report en fonds dédiés	1 201 287	1 059 282
Autres Charges	182 589	347 328
TOTAL II	42 063 057	39 050 069
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 693 789	-1 101 284

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	243 000	293 272
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	243 000	293 272
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	322 853	325 783
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	322 853	325 783
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-79 853	-32 511
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-1 773 642	-1 133 795
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	21 281	124 573
Sur opérations en capital	294 190	289 368
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	315 471	413 941
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 077	12 866
Sur opérations en capital	115 994	73 737
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	58 333	185 904
TOTAL VI	176 404	272 507
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	139 067	141 434
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	59 057	70 376
Total des produits (I+III+V)	40 927 740	38 655 998
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	42 621 372	39 718 735
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 693 632	-1 062 737
REPRISE DE RESULTAT N-2	-43 545	-625 665
RESULTAT EFFECTIF DE L'EXERCICE	-1 737 177	-1 688 402
Dont résultat gestion propre	169 145	232 082
Dont résultat gestion contrôlée	-1 906 322	-1 920 483

ASSOCIATION CAP' DEVANT

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 41, Rue Duris –
75020 PARIS

Comptes arrêtés le 22 avril 2025 lors de la réunion du conseil d'administration

Comptes annuels : ANNEXE

Les comptes se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2024 :

Total du bilan :	49 345 844 €
Résultat comptable – Déficit (avant reprise résultat N-2)	- 1 693 632 €
Reprise résultat N-2	- 43 545 €
Résultat effectif de l'exercice	-1 737 177 €
- excédent de l'activité en propre	169 145 €
- déficit de l'activité sous contrôle	-1 906 322 €

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'association pour l'exercice ouvert du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Présentation de l'association

Créée en 1954, Cap' devant ! est une association de parents, d'amis et de personnes en situation de handicap. Sa mission est de permettre à chaque personne en situation de handicap d'accéder au bien-être et au bonheur comme tout citoyen, et de lui garantir le respect de ses droits fondamentaux. Elle regroupe 19 établissements et services qui accompagne plus de 700 personnes handicapées moteurs avec ou sans troubles associés.

Nous offrons des possibilités d'accueil aux enfants et aux adultes, pour un accompagnement des personnes tout au long de leur vie, et une diversité de structures, implantées au cœur des villes, qui mènent au quotidien des projets qui favorisent l'inclusion des personnes dans la société.

Nos chiffres clés :



1. FAITS MAJEURS

- 1.1. Modifications du périmètre de l'association intervenues au cours de l'exercice
- 1.2. Autres faits majeurs ayant un impact significatif sur les comptes de l'exercice
- 1.3. Changement de méthode de présentation
- 1.4. Changement de méthode d'estimation
- 1.5. Evénements postérieurs à la clôture

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1. Principes comptables retenus par l'association
- 2.2. Dérogations aux principes comptables
- 2.3. Organisation comptable
- 2.4. Comptes de liaison
- 2.5. Détermination du résultat
- 2.6. Immobilisations et amortissements
- 2.7. Créances usagers et autres créances
- 2.8. Valeurs mobilières de placement et autres titres
- 2.9. Provisions et réserves réglementées
- 2.10. Subventions d'investissement
- 2.11. Provisions pour risques et charges
- 2.12. Fonds dédiés
- 2.13. Provisions pour congés annuels et le CET

3. INFORMATIONS RELATIVES A LA FORMATION DU RESULTAT

- 3.1. Résultat comptable
- 3.2. Résultat de gestion contrôlé et résultat sous contrôle du tiers financeur
- 3.3. Dépenses refusées

4. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

- 4.1. État des actifs immobilisés
- 4.2. État des amortissements et des dépréciations
- 4.3. État des créances

5. INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF DU BILAN

- 5.1. État des fonds propres
- 5.2. Tableau de suivi des fonds dédiés
- 5.3. État des provisions règlementées et des provisions pour risques et charges
- 5.4. État des dettes
- 5.5. État des engagements

6. AUTRES INFORMATIONS

- 6.1 Effectifs
- 6.2 Engagements hors bilan – Indemnités de fin de carrière
- 6.3 Tableau des contributions volontaires en nature
- 6.4 Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de l'association
- 6.5 Régime fiscal
- 6.6 Honoraires du Commissaire aux comptes

1. FAITS MAJEURS

1.1 Modifications du périmètre de l'association intervenues au cours de l'exercice

Suite à une fusion-absorption de l'association Alternatives, l'association Cap' devant ! a un établissement supplémentaire : le foyer d'hébergement Plein Ciel situé à Paris 20^{ème}.

Etablissements	Nom	Adresse	Capacité autorisée	ETP autorisé
Cap Devant SIEGE SOCIAL	Cap Devant SIEGE SOCIAL	41 rue Duris Paris 75020		19,00
Cap Devant Association	Cap Devant Association	41 rue Duris Paris 75020		
EEAP CLAIRE GIRARD	EEAP CLAIRE GIRARD	20 rue Schlumberger 92430 Marnes La Coquette	115	96,69
IEM95 Gonesse	I.E.M. Madeleine FOCKENBERGHE	2 avenue Robert Schumann 95500 Gonesse	120	107,96
SESSAD95	S.E.S.S.A.D	23 rue du 8 Mai 1945 95400 Villiers Le Bel	55	18,63
SAJ 95	SAJ La Grande Vallée	13 avenue Pierre Salvi 95500 GONESSE	40	19,49
FH95 Puits la Marlière	Foyer d'hébergement du puits La Marlière	46, bd Montaigne 95200 Sarcelles	30	35,36
SAVS Puits la Marlière	SAVS Puits la Marlière	46, bd Montaigne 95200 Sarcelles	13	
FH AIDA	Foyer d'Hébergement AIDA	4 bis rue Bonnet 95400 ARNOUVILLE	15	
FAM93 hebgt Le Vert Galant	Foyer Du Vert Galant	1 Bis rue du 8 Mai 1945 93290 Tremblay En France	35	32,72
FAM93 soin Le Vert Galant	Foyer Du Vert Galant	1 Bis rue du 8 Mai 1945 93290 Tremblay En France	35	14,32
FV95 Ferme du Château	Foyer de la Ferme du Château	12 rue Jules Givone 95180 Menucourt	49	40,53
FAM Ferme du Château	Foyer de la Ferme du Château	12 rue Jules Givone 95180 Menucourt	23	13
FV75 Pont de Flandre	Foyer Du Pont De Flandre	13 bis rue Curial Paris 19ème	7	6,08
SAJ75 Pont de Flandre	CAJ du Pont De Flandre	249 rue de Crimée PARIS 19ème	22	6,90
SAMSAH75 CG Pont de Flandre	SAMSAH Pont De Flandre	249 rue de Crimée PARIS 19ème	36	3,37
SAMSAH75 soins Pont de Flandre	SAMSAH Pont De Flandre	249 rue de Crimée PARIS 19ème	35	6,70
FAM 75 Pont de Flandre	FAM Pont de Flandre	13 bis rue Curial Paris 19ème	8	8,18
		13 bis rue Curial Paris 19ème	8	4,93
FAM 75 SOINS Pont de Flandre	FAM Pont de Flandre	Paris 19ème		
FH75 Pont de Flandre	Foyer d'hébergement Pont de Flandre	238 rue de Crimée Paris 19ème	9	12,04
FH Plein Ciel	Foyer d'hébergement Plein Ciel	118 rue des Pyrénées Paris 20ème	38	12,00
ESAT 95 Petit Rosne	E.S.A.T LE PETIT ROSNE	6 rue du Fer à Cheval 95200 Sarcelles	65	12,55
ESAT 92 La gentilhommière	ESAT LA GENTILHOMMIERE	12 bis rue de Versailles 92430 Marnes la Coquette	45	11,78
EANM 92	Foyer la Gentilhommière	13 bis rue Yves Cariou 92430 Marnes la Coquette	35	23,45
			737	492,81

1.2 Faits majeurs ayant un impact significatif sur les comptes de l'exercice

- ✓ L'association Alternatives a intégré Cap' devant ! au 1er janvier 2024.

Créée en 1986, l'Association **ALTERNATIVES** (à but non lucratif, loi 1901), a pour objet l'élaboration et la conception de projets visant à apporter des solutions spécifiques aux besoins et aux préoccupations des personnes en situation de handicap mental. Elle gère un foyer d'hébergement de 36 personnes avec déficience intellectuelle dans le 20^{-ème} arrondissement de Paris avec 12 ETP de professionnels. Le budget annuel est de 1 540 554 €.

- Un **incendie** est survenu en avril 2024 sur le nouveau site des Pré aux Bois qui devait ouvrir le 22/04/2024. La dotation complémentaire de l'ARS d'un montant annuel de 850 000€ est donc reporté à une future ouverture après remise en état du bâtiment. Le sinistre est pris en charge par l'assurance la MAIF.
- L'impact des **mesures « les oubliés du SEGUR »** s'élève à 395 k€ en 2024. Les établissements à compétence départementale n'ont pas été financé.
- L'ARS a attribué 609 KE de CNR en 2024 dont 500 k€ de CNR d'investissements pour l'IEM Madeleine Fockenberghé.
- Depuis le début de crise géopolitique, l'inflation et la hausse des tarifs de l'énergie, l'alimentation, les transports et d'autres services impactent financièrement les budgets de nos établissements.
Une revalorisation des budgets alimentation, énergies et transport est nécessaire pour envisager d'améliorer la situation financière des établissements.
- La politique d'encaissement et de suivi des créances s'est poursuivie permettant de recouvrer d'anciennes créances anciennes (2019 -2022) de divers départements et de la caisse primaire d'assurance maladie baissant ainsi les provisions pour dépréciations de créances des exercices antérieures avec un montant de reprise des créances se chiffrant à **190 086 €**.
- Dans le cadre du CPOM et conformément à l'article L313-12-2 du CASF et à l'instruction du 7 avril 2017, l'ARS Ile de France a retenu **191 828 €** de produits de tarification sur 2024 pour sous-activité. Les établissements concernés sont l'IEM Madeleine Fockenberghé et le FAM le Vert Galant qui ont subi une deuxième année consécutive de sous-activité.

1.3 Événements postérieurs à la clôture

- ✓ Dans le cadre de la campagne d'appel à manifestation d'intérêt « Plan inclusif 2030 », l'association Cap Devant a obtenu deux projets :
 - Création d'une équipe mobile de 20 places sur l'EEAP Claire Girard pour un budget s'élevant à 449 788 €, ouverture prévisionnelle janvier 2026.
 - Création d'un accueil de jour de 10 places sur l'EANM Foyer La Gentilhommière pour un budget total de 482 832 €, ouvert en janvier 2025.

- Le bailleur social INLI des bureaux du SAMSAH et du CAJ Pont de Flandre, rue de Crimée à Paris 19^{ème}, demande à Cap' devant ! de quitter les locaux pour les transformer en logement. Dans ce cadre, un protocole d'accord a été signé le 7 janvier 2025 avec le versement d'une indemnité d'éviction de 680 K€ en deux fois : 250 K€ en février 2025, le solde à la sortie des locaux prévus en décembre 2025.

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes comptables retenus par l'association

Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2024 ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- *du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;*
- *du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;*
- *de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.*

2.2 Changement de méthode comptable et de présentation

Il n'y a pas de changement de méthode comptable ni de présentation en 2024.

2.3 Changement de méthode d'estimation

Aucun changement de méthode d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.4 Dérogations aux principes comptables

Certaines provisions pour risques et charges attribuées par les autorités de contrôle sont dérogatoires à l'ANC 2014-03.

2.5 Organisation comptable

CAP' DEVANT présente les comptes de son action au sein de comptes annuels qui correspondent à une seule entité juridique possédant la personnalité morale et la capacité de gérer les établissements qui lui sont attachés sous le contrôle de tiers financeurs.

La tenue de comptabilité des établissements est centralisée.

La comptabilité de l'association est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure médico-sociale (FAM, IEM, Foyer ...).

2.6 Comptes de liaison

Les flux entre chaque comptabilité sont enregistrés au moyen de comptes de liaison. La trésorerie et les règlements aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés ...) sont gérés par chaque établissement de l'association.

Au 31 décembre 2024, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les états financiers combinés de l'association.

2.5 Détermination du résultat

Le résultat comptable de l'association est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- des résultats sous contrôle du tiers financeur.

Les établissements, y compris le siège, sont sous contrôle des ARS ou d'un Conseil Départemental qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R.314-52 du CASF. Au cours des dernières années, aucune dépense n'a été refusée par les financeurs.

En ce sens, deux niveaux de résultats apparaissent :

- **Le résultat comptable** (ANC 2014-03 et ANC 2018-06) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.
C'est ce résultat, qui une fois consolidé, est certifié par les Commissaires aux Comptes et approuvé par l'Assemblée Générale.
- **Le résultat effectif** : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat N-2 (c'est-à-dire pour l'exercice 2024, celui de l'année 2022).

Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les excédents de certains établissements ou services avec les déficits de certains établissements ou services. En fait compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent exister.

2.6 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations incorporelles regroupent les acquisitions de logiciels, ainsi que les frais de 1^{er} établissement.

Les immobilisations corporelles regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel...

Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...).

L'association applique le règlement n° 2004-06 sur les actifs.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale du bien (Constructions 25 à 40 ans ; agencements et installations 10 à 15 ans ; matériel et outillage 10 ans ; matériel et mobilier de bureau 5 à 10 ans et matériel de transport 5 ans). Les amortissements sont pratiqués prorata temporis.

Dépréciation des immobilisations : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif. Aucune dépréciation n'a été constatée.

2.9 Créances usagers et autres créances

Par prudence, une dépréciation est comptabilisée dans la mesure où une perte probable apparaît dont les effets sont jugés réversibles.

2.10 Valeurs mobilières de placement et autres titres

Pour les placements, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable.

2.11 Provisions et Réserves réglementées

Les provisions réglementées ont été reprises dans le règlement ANC 2019-04 et correspondent aux postes suivants :

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (art. 4 du décret du 29 décembre 1959, art. 9 du décret du 11 août 1983, art 7 du décret du 30 Décembre 1985),
- Plus-values sur Sicav réinvesties (article R314-81 et R314-95 du CAFS, réaffirmée par l'arrêté du 12 novembre 2008),
- Plus-values liées à la vente d'immobilisation corporelle et incorporelle (article R.314-81 et R.314-95 du CAFS, réaffirmée par l'arrêté du 12 novembre 2008).

La provision pour renouvellement des immobilisations, prévue dans l'instruction M22, secteur ESMS, n'est pas reconnue et le solde de cette provision, figurant dans les documents adressés aux autorités de contrôle, est reclassé en fonds dédiés.

2.12 Subventions d'investissement

Le règlement ANC n° 2014-03 donne le choix entre deux méthodes comptables, dont aucune n'est qualifiée de méthode de référence, pour les subventions d'investissement.

Ainsi, deux options sont offertes à l'entité :

La subvention peut être enregistrée en totalité en produits exceptionnels,

La subvention peut être enregistrée dans les capitaux propres au compte 13 (PCG art. 941-13)

CAP'DEVANT enregistre les subventions d'investissements reçues dans les fonds propres.

Conformément au principe d'engagement, l'association comptabilise les subventions acquises dans l'exercice concerné même si elles ne font l'objet que d'un encaissement partiel sur l'exercice.

2.13 Provisions pour risques et charges

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par l'association pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste incertaine. Il s'agit notamment des provisions des provisions pour litiges.

2.14 Fonds dédiés

- Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par l'association et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan après les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets émanent de la subvention versée par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à l'association qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

- Fonds dédiés à l'investissement

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par l'association et dédiés à un investissement.

Les fonds dédiés à des investissements émanent de la subvention versée par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à l'association qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture de l'investissement.

2.15 Provision pour congés et Compte épargne temps (CET)

Provisions pour congés annuels : l'association enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Cette provision couvre les droits à congés acquis par les salariés, tant au titre des congés payés que des congés d'ancienneté.

3. INFORMATIONS RELATIVES A LA FORMATION DU RESULTAT

3.1. Résultat comptable

Le résultat comptable de l'association se décompose ainsi :

En euros	2024	2023
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	- 1 862 777	- 1 294 819
Résultat définitivement acquis sur activités en propre	169 145	232 082
Résultat comptable Association	- 1 693 632	- 1 062 738

3.2. Résultat effectif sous contrôle du tiers financeur

En euros	2024	2023
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	- 1 862 777	- 1 294 819
Reprise résultat N-2 validé par l'ARS ou CD	- 43 545	- 625 665
Résultat effectif	- 1 906 322	- 1 920 483

3.3 Dépenses rejetées par les tiers financeurs

Les autorités de contrôle ont rejeté des charges au titre de la période contrôlée (CA 2022) pour un montant de 384 884 €.

3.4 Tableau des résultats par établissement

Financier ARS	Total Charges	Total Produits	Résultat comptable 2024	Reprise résultat 2022	Résultat effectif 2024	Résultat effectif 2023
SIEGE	1 799 801 €	1 815 777 €	15 976 €		15 976 €	151 624 €
ESATSOC 95 Petit Rosne	1 162 705 €	1 260 909 €	98 204 €		98 204 €	-42 477 €
FAM93 Vert Galant ARS	1 197 976 €	1 231 298 €	33 322 €		33 322 €	74 490 €
SAMSAH Pont de Flandre ARS	250 740 €	328 094 €	77 354 €		77 354 €	95 350 €
ESATSOC 92 Gentilhommiere	1 007 685 €	951 233 €	-56 452 €		-56 452 €	-42 239 €
SESSAD95	1 461 990 €	1 518 303 €	56 313 €		56 313 €	41 910 €
IEM95 Fockenberghes	8 692 661 €	8 308 094 €	-384 567 €		-384 567 €	-655 740 €
EEAP 92	8 433 027 €	8 216 596 €	-216 431 €		-216 431 €	-427 502 €
FAM75 Pont de Flandre ARS	318 272 €	246 125 €	-72 147 €		-72 147 €	-2 115 €
FAM Ferme du château	795 962 €	860 962 €	65 000 €		65 000 €	-100 226 €
Total Financement ARS	25 120 819 €	24 737 391 €	-383 428 €	0 €	-383 428 €	-906 925 €

Financier Département	Total Charges	Total Produits	Résultat comptable 2024	Reprise résultat 2022	Résultat effectif 2024	Résultat effectif 2023
PLM95 Sarcelle	2 462 816 €	2 640 530 €	177 714 €		177 714 €	84 344 €
SAJ95 Gonesse	1 449 252 €	1 419 741 €	-29 511 €	-43 545 €	-73 056 €	-27 455 €
FV Ferme du Château	3 546 239 €	3 298 880 €	-247 359 €		-247 359 €	3 891 €
FAM93 Vert Galant CD	2 670 539 €	2 369 695 €	-300 844 €		-300 844 €	-453 992 €
FH75	848 235 €	612 039 €	-236 196 €		-236 196 €	-233 296 €
FV75	371 038 €	330 216 €	-40 822 €		-40 822 €	-67 806 €
CAJ75	620 230 €	516 056 €	-104 174 €		-104 174 €	5 180 €
SAMSAH75 CD	394 924 €	302 186 €	-92 738 €		-92 738 €	-27 990 €
FH PLEIN CIEL	1 715 509 €	1 558 001 €	-157 508 €		-157 508 €	0 €
EANM / EAM 92	2 028 876 €	1 739 632 €	-289 244 €		-289 244 €	-150 726 €
FAM 75 CD	661 023 €	502 355 €	-158 668 €		-158 668 €	-145 712 €
Total Financement CD	16 768 681 €	15 289 331 €	-1 479 350 €	-43 545 €	-1 522 895 €	-1 013 562 €

Financement Propre	Total Charges	Total Produits	Résultat 2024	Reprise résultat 2022	Résultat effectif 2024	Résultat 2023
ASSO	257 022 €	330 417 €	73 395 €		73 395 €	142 806 €
ESAT95 COM Petit Rosne	1 268 668 €	1 229 092 €	-39 576 €		-39 576 €	-43 279 €
ESAT92 COM La Gentilhommiere	1 006 195 €	1 141 521 €	135 326 €		135 326 €	132 557 €
Total Fi Propre	2 531 885 €	2 701 030 €	169 145 €	0 €	169 145 €	232 084 €
TOTAL	44 421 385 €	42 727 752 €	-1 693 633 €	-43 545 €	-1 737 178 €	-1 688 403 €

Total	Total Charges	Total Produits	Résultat 2024	Reprise résultat 2022	Résultat effectif 2024	Résultat 2023
Total Financement ARS	25 120 819 €	24 737 391 €	-383 428 €	0 €	-383 428 €	-906 925 €
Total Financement CD	16 768 681 €	15 289 331 €	-1 479 350 €	-43 545 €	-1 522 895 €	-1 013 562 €
Total Fi Propre	2 531 885 €	2 701 030 €	169 145 €	0 €	169 145 €	232 084 €
TOTAL	44 421 385 €	42 727 752 €	-1 693 633 €	-43 545 €	-1 737 178 €	-1 688 403 €

4. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

4.1 Etat des actifs immobilisés

Immobilisations	Immobilisations au 31 Décembre 2023	Apport Alternatives / Plein Ciel	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
Immobilisations incorporelles	470 355	-	-	149	470 205
Frais d'établissement	179 021				179 021
Frais de recherche et de développement					-
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	291 334			149	291 184
Fonds commercial					-
- dont droit au bail					-
Autres immobilisations incorporelles					-
Immobilisations incorporelles en cours	-				-
Immobilisations corporelles	62 365 457	417 296	2 969 269	103 617	65 648 405
Terrains	2 429 690				2 429 690
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	47 602				47 602
Constructions	36 626 245		498 105		37 124 350
Installations, matériel et outillage techniques	2 273 291	180 337	80 292		2 533 920
Autres immobilisations corporelles	9 868 419	236 959	624 092	45 539	10 683 931
Immobilisations corporelles en cours	11 120 210		1 766 780	58 078	12 828 912
Immobilisations financières	964 816	6 469	114 418	37 836	1 047 868
Participations		1 000			1 000
Créances rattachées à des participations					-
Autres titres immobilisés					-
Prêts					-
Autres immobilisations financières	964 816	5 469	114 418	37 836	1 046 868
TOTAL IMMOBILISATION	63 800 627	423 765	3 083 688	141 602	67 166 478

4.2 Etat des amortissements et des dépréciations

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Apport Alternatives / Plein Ciel	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	452 418	0	8 754	149	461 023
Frais d'établissement	179 021				179 021
Frais de recherche et de développement					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	273 397		8 754	149	282 002
Fonds commercial (établissements privés)					
- dont droit au bail					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	28 889 622	211 642	2 074 322	34 397	31 141 189
Terrains					
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	42 556		1 262		43 818
Constructions sur sol propre	18 536 810		1 378 655		19 915 465
Constructions sur sol d'autrui					
Installations, matériel et outillage techniques	1 931 944	87 753	126 247		2 145 944
Autres immobilisations corporelles	8 089 739	123 889	568 159	34 397	8 747 390
Immobilisations corporelles en cours	288 573				288 573
Dépréciations des immobilisations financières	291 665	1 000	58 333	0	350 998
Participations et créances rattachées à des participations		1 000			1 000
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	291 665		58 333		349 998
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	29 633 705	212 642	2 141 409	34 546	31 953 210

4.3 Etat des créances et produits à recevoir

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 684 797 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 047 868	114 418	933 449
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers et comptes rattachés	3 288 534	3 034 172	254 362
Fournisseurs avances et acomptes	7 817	7 817	
Personnels et comptes rattachés	179 653	179 653	
Organisme sociaux	21 142	21 142	
Impôts et taxes	292 518	292 518	
Créances reçue par legs ou donation	120 000		120 000
Débiteurs divers	639 138	639 138	
Charges constatées d'avance	88 127	88 127	
Total	5 684 797	4 376 985	1 307 811

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	979 334
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produit à recevoir	
Impôts et taxes - produits à recevoir	1 620
Divers - produits à recevoir	136 688
Disponibilités - produits à recevoir	
Total	1 117 642

5. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

5.1 Etat des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Apport Alternatives / Plein Ciel	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 939 994	106 733				8 046 727
Fonds propres avec droit de reprise	215 100					215 100
Réserves	7 556 385	367 964		55 869		7 980 218
Report à nouveau	-4 540 773	150 570	-1 085 097	186 481	102 488	-5 391 307
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-3 189 196</i>	<i>-109 725</i>	<i>-1 418 731</i>		<i>14 914</i>	<i>-4 732 566</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 062 738	-22 359	1 085 097	0	1 693 632	-1 693 632
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 294 819</i>	<i>-123 912</i>	<i>1 418 731</i>	<i>0</i>	<i>1 906 322</i>	<i>-1 862 777</i>
Situation nette	10 107 968	602 908	0	242 350	1 796 120	9 157 107
Subventions d'investissement	4 626 391			235 222	398 143	4 463 470
Provisions réglementées	4 506 692	56 795				4 563 487
TOTAL	19 241 051	659 703	0	477 572	2 194 263	18 184 064

5.2 Tableau de suivi des fonds dédiés

Tableau de suivi des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	Reports	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
			Montant global	Dont remboursements		Montant global
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement des investissements						
FONDS DEDIES INVESTISSEMENT	8 826 478	500 000	367 930			8 958 548
TOTAL	8 826 478	500 000	367 930	-	-	8 958 548
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement de mesures d'exploitations						
FD SUBV FONCT	2 215 305	511 721	482 658			2 244 368
FD CITS	414 449		55 254			359 195
FD DONS	49 436	17 919	7 909			59 446
AFFEC.EXPLOIT	346 926	171 648	172 168			346 406
AUTRES FONDS DEDIES	65 495		239			65 256
TOTAL	3 091 611	701 287	718 228	-	-	3 074 671
Ressources liées à la générosité du public						
Legs	120 000					120 000
Total	120 000	-	-	-	-	120 000
TOTAL GENERAL	12 038 089	1 201 287	1 086 158	-	-	12 153 221

5.3 État des provisions réglementée et des provisions pour risques et charges

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Apport Alternatives / Plein Ciel	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS	1 541 880	52 784			1 594 664
Provisions relatives aux autres éléments de l'actif					-
Amortissements dérogatoires					-
Provision spéciale de réévaluation					-
Autres provsions réglementées					
Produits financiers des ESSMS					-
Plus-values de cession d'éléments d'actif	2 964 813	4 011			2 968 824
TOTAL	4 506 693		-	-	4 563 488

(1°) information

Répartition des dotations et reprises :

Exploitation

Financières

Exceptionnelles

-	

Tableau des provisions

Provision pour risques et charges	Provisions au début de l'exercice	Apport Alternatives / Plein Ciel	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Sociaux	394 959		119 446	82 833	431 571
Autres Provisions pour Risque	572 356	56 178	18 600	199 759	447 375
Amendes et pénalités					0
Autres provisions pour risques et charges	58 396		35 870	18 907	75 359
Autres provisions pour risques et charges (PGR)	-				-
					0
TOTAL	1 025 710	56 178	173 916	301 499	954 305

Provision dépréciation Actif	Provisions au début de l'exercice	Apport Alternatives / Plein Ciel	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Immobilisations en cours	288 573				288 573
Immobilisations financières	291 665	1 000	58 333		350 998
Créances usagers et comptes rattachés	256 979	9 241	28 161	177 428	116 953
Autres dépréciations	51 036	175 255	40 728	12 658	254 362
TOTAL	888 253	185 496	127 222	190 086	1 010 885

Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation			174 470	423 249
Financières				
Exceptionnelles			58 333	

5.4 État des dettes et charges à payer

Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :	11 090 988	879 209	10 211 779
- à 1 an au maximum à l'origine			
- à plus de 1 an à l'origine	11 090 988	879 209	10 211 779
Emprunt et dettes financières divers (*)	18 900	18 900	
Dépôt des résidents			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 353 892	1 353 892	
Dettes fiscales et sociales	4 018 959	4 018 959	
Dettes sur immobilisations	340 022	340 022	
Autres dettes	1 215 759	1 215 759	
Produits constatés d'avance	15 736	15 736	
TOTAL	18 054 256	7 842 477	10 211 779
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	0 €		
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	868 438 €		

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	593 838
Personnel - congés à payer	1 980 087
Personnel - autres charges à payer	296 103
Etat charges à payer	166 118
Autres charges à payer	
Total	3 036 146

6.3 Tableau des contributions volontaires en nature

Contributions volontaires en nature

	N	N-1
Ressources		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	376 700 €	376 700 €
Total	376 700 €	376 700 €
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	376 700 €	376 700 €
Total	376 700 €	376 700 €

Les contributions volontaires en nature sont non significatives et leur valorisation n'apporte pas une meilleure compréhension de l'activité.

6.4 Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de l'association

Les membres du Conseil d'Administration, du Bureau, de l'Assemblée Générale, sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.

6.5 Régime fiscal

L'association n'est pas soumise à la TVA, à l'exception des ESAT pour la partie de ses activités commerciales. L'association n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités, à l'exception de certains produits financiers soumis au taux de 10% ou 24%.

6.6 Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice 2024, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 60 420 € TTC.